

Paris, le 06 mars 2020

Monsieur Olivier VERAN
Ministre des Solidarités et de la Santé

Référence : SG/03/20

Objet : Inspecteurs du permis de conduire et Covid-19

Monsieur le Ministre,

Le SNICA-FO, syndicat majoritaire de la filière permis de conduire et sécurité routière, vous alerte sur la surexposition au risque des agents que nous représentons, face à la propagation du Covid-19.

En effet, les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR) font passer l'examen dans des véhicules écoles et prennent place à l'avant, à côté du conducteur, afin notamment d'assurer la sécurité. Ils se trouvent donc à quelques centimètres de l'utilisateur et de l'enseignant positionné à l'arrière, dans un espace particulièrement confiné.

En outre, le déroulement de l'épreuve impose des échanges verbaux durant la prestation.

Par conséquent, les personnels, comme les usagers, se trouvent dans le périmètre immédiat des gouttelettes de salive et sécrétions respiratoires, chemins empruntés par les agents pathogènes pour passer d'une personne à une autre.

Pour l'instant, comme vient de le confirmer le décret du 04 mars, le port du masque est réservé aux malades sur prescription médicale, aux contacts avérés à risque, aux professionnels du secours à personnes, du transport sanitaire, et des professions de santé.

Le SNICA-FO revendique que des dispositifs de protection adaptés soient également accordés aux IPCSR compte tenu de leurs conditions de travail spécifiques, par nature incompatibles avec le respect des recommandations de prévention de l'OMS et du ministère dont vous avez la charge.

L'utilité du masque pour prévenir du virus fait certes débat dans la presse et auprès de la communauté scientifique. L'histoire récente des crises sanitaires nous pousse néanmoins à revendiquer l'application du principe de précaution.

En outre, indépendamment du débat sur l'utilité du masque, il convient que tout le monde bénéficie des mêmes mesures préventives, en particulier lorsque l'exposition au risque est flagrante, ce qui est indubitablement le cas lors du passage de l'examen du permis de conduire.

C'est la raison pour laquelle un refus de l'Etat de protéger dument les IPCSR en leur fournissant un masque serait de notre point de vue incompréhensible.

Une fin de non-recevoir exposerait en outre les services à l'exercice massif et exponentiel du droit de retrait, la perception du danger étant déjà particulièrement aiguë chez certains IPCSR à l'heure où nous vous écrivons.

Au regard de la situation, nous espérons vous lire dans un délai le plus bref avec une réponse conforme à notre demande légitime et à la préservation de la santé des IPCSR.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre respectueuse considération.

signé

Laurent DEVILLE
Secrétaire général

Copie : Monsieur Marc GUILLAUME, Secrétaire général du Gouvernement
Monsieur Christophe MIRMAND, Préfet, Secrétaire général du MI